

REPONSE RECAPITULATIVE SUR L'INCIDENCE DE L'ANALPHABETISME SUR LA PARTICIPATION DES JEUNES FEMMES A LA VIE POLITIQUE

Cette réponse récapitulative se fonde sur des études menées par des collaborateurs d'iKNOW Politics et des contributions soumises par Julie Ballington, Conseillère pour l'égalité des sexes au Programme des Nations Unies pour le Développement; Nkoyo Toyo, fondateur de Gender and Development Action; Jérôme Leyraud, Réseau ACE; Keith Jennings, Président de la African American Human Rights Foundation; Barbara Hutton, National Democratic Institute; Alomiza Ennos-Barr, Parlementaire libérienne et Présidente du Groupe parlementaire des femmes; M. John Tabwali, Initiative nationale pour l'éducation civique au Malawi; et Stephanie Lynn, Directrice principale de programme, National Democratic Institute for International Affairs.

Question:

Quelles mesures faut-il prendre pour intéresser les jeunes aux élections dans un pays où le taux d'alphabétisation des femmes est très bas et où les femmes sont cantonnées chez elles pour s'occuper des tâches ménagères et sont privées de tout accès à l'école, au lycée, à l'université ?

Introduction

Les femmes, et notamment les jeunes femmes, se retrouvent souvent simples spectatrices, et non actrices, des processus électoraux et de la prise de décisions. Parmi les nombreux facteurs en jeu, le manque d'éducation est l'une des principales entraves à la participation des jeunes femmes à la vie politique. L'analphabétisme touche les femmes de façon disproportionnée dans le monde entier, mais surtout en Afrique et en Asie, où les filles en particulier rencontrent d'énormes difficultés pour acquérir des rudiments de lecture et d'écriture. Cette réponse récapitulative examinera d'abord l'incidence de l'analphabétisme et du manque d'éducation sur la participation des jeunes femmes à la vie politique. Elle se penchera ensuite sur la meilleure manière d'aborder le problème en passant en revue les stratégies, politiques et programmes spéciaux mis en place dans le monde pour lutter contre l'analphabétisme et aider les jeunes filles et les jeunes femmes à s'engager en politique.

1. Jeunes femmes, analphabétisme et participation politique: principaux enjeux

Les jeunes filles et les jeunes femmes rencontrent, dans bien des pays, des difficultés en matière d'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi et, bien entendu, à la vie politique. Il est

important de souligner le fait que le vécu de ces jeunes filles et jeunes femmes dans ces domaines est la résultante des circonstances, qui peuvent énormément varier d'une région ou d'un continent à l'autre. L'écart entre les filles et les garçons se réduit dans les pays développés, mais dans les pays en développement, il existe encore un fossé clairement marqué entre les sexes: les jeunes gens occupent surtout des emplois rémunérés, tandis que les jeunes femmes sont très souvent reléguées au foyer et au travail non rémunéré. D'après Mariam Diallo (coordinatrice régionale d'iKNOW Politics), au Mali, de nombreuses jeunes filles sont mariées à treize ans et doivent donc quitter l'école. Ce phénomène découle de leur milieu social et culturel: dès l'enfance, on apprend aux jeunes filles à être de bonnes épouses et de bonnes mères, et elles sont cantonnées à leur foyer, tandis que la sphère publique, l'éducation et l'emploi restent l'apanage des hommes. Par conséquent, ces jeunes femmes se retrouvent souvent, par manque de qualifications et de connaissances, complètement isolées de la politique et n'ont que peu ou pas de possibilités de participer elles-mêmes à la vie politique.

Bien souvent, les jeunes femmes butent sur la double discrimination de l'âge et du sexe. L'enquête de l'Union Interparlementaire sur les parlementaires indique ceci:

“Les réponses à l'enquête confirment cette croyance très répandue selon laquelle les députés sont plutôt âgés. Près de 60 pour-cent des personnes ayant répondu ont plus de 50 ans, sans différence significative entre hommes et femmes. Toutefois, les trois pour-cent de députés âgés entre 70 et 80 ans étaient tous des hommes. Seuls 10 pour-cent des personnes interrogées se situaient entre 30 et 40 ans et moins de un pour-cent était dans la fourchette des 20-30 ans. On pourrait en déduire que la politique parlementaire intéresse peu les jeunes, ou alors que de nombreux obstacles les empêchent d'obtenir un siège de député.”
(Ballington, J. p. 8. 2008)

Cette "double discrimination" n'existe pas seulement dans les pays en développement, mais elle est accentuée dans ces régions par le manque d'éducation, de formation et de qualifications d'un grand nombre de femmes (voire de la plupart d'entre elles). La lutte contre l'analphabétisme ne supprimera pas tous les obstacles que rencontrent les jeunes femmes, mais elle est indéniablement un progrès majeur sur la voie de la participation à la vie politique. Évoquant la situation au Somaliland, Nkoyo Toyo, expert d'iKNOW Politics et fondateur de l'organisation Gender and Development Action, constate que:

“Il est important d'éduquer les femmes et les jeunes filles et d'accroître leur taux d'alphabétisation dans tout le pays. Il sera plus facile de négocier un poste de

responsabilités pour une femme éduquée et compétente.” (Toyo, N. Avis d'expert. 2008)

Analphabétisme: faits et chiffres

Selon les données de l'Institut de la statistique de l'UNESCO, le taux d'alphabétisation des jeunes (de 15 à 24 ans) dans le monde est en progression constante. La proportion de jeunes non éduqués dans le monde est passée de 25 pour-cent en 1970 à 13,2 pour-cent en 2000, taux qui, selon les projections, devrait continuer de baisser pour atteindre environ 9,5 pour-cent en 2015. On observe globalement dans le monde que le taux d'analphabétisme a tendance, de façon persistante, à être plus élevé parmi les filles que parmi les garçons. Cette inégalité, découlant de facteurs à la fois culturels et économiques, est une évidence et l'amélioration du taux d'alphabétisation des filles ne se fait sentir qu'à petits pas: dans les années 1970, les filles avaient 1,8 fois plus de possibilités que les garçons d'être analphabètes; en 2000 le rapport n'a que peu baissé, passant à 1,6 fois.

Dans la période 2005-2008, c'est en Afrique et en Asie que l'on trouvait les taux d'analphabétisme les plus hauts parmi les filles de 15 à 24 ans, situés respectivement à 30,4 et 13,1 pour-cent. Bien qu'élevés, ces chiffres reflètent une amélioration considérable dans ces deux régions au cours de ces 30 dernières années: en 1970, le taux d'analphabétisme parmi les filles était de 71,7 pour-cent en Afrique et de 50,3 pour-cent en Asie. En une génération, le risque d'analphabétisme pour les filles a été réduit de plus de moitié sur ces deux continents. Toutefois, dans la période 2005-2008, le taux d'alphabétisation parmi les garçons dans les pays en développement était de 90,3 pour-cent, tandis qu'il n'était que de 84,1 pour-cent pour les filles. Dans les pays développés, la différence du taux entre les sexes est négligeable, puisqu'il est de 99,5 pour-cent pour les garçons et de 99,6 pour-cent pour les filles. Bien que la situation n'ait cessé de s'améliorer dans les pays en développement, le fossé entre pays en développement et pays développés reste dramatique. La stagnation du niveau d'éducation empêche les jeunes femmes de s'engager dans la vie politique, que ce soit comme électrices ou candidates potentielles.

Le phénomène du vote familial, prévalent dans le monde entier, mais surtout dans les milieux très conservateurs, a aussi une incidence sur la situation des femmes analphabètes:

“Le vote familial est une pratique par laquelle un membre de la famille vote au nom de toute la famille ou fait pression sur les autres membres de la famille afin qu'ils

votent en faveur d'un certain candidat. (Vote familial et par procuration en Macédoine. Réseau ACE.)

D'après Jérôme Leyraud, le vote familial dans le contexte de la Macédoine définit cette pratique en vertu de laquelle les (hommes) chefs de famille exercent une influence sur d'autres membres de la famille, notamment les femmes, dans l'exercice du vote. M. Leyraud distingue trois types de vote familial: a) l'homme accompagne une ou plusieurs femmes de sa famille dans l'isoloir; b) des familles votent en groupe à découvert; et c) un homme obtient les bulletins de vote au nom des autres membres de sa famille et les remplit comme il l'entend. Leyraud affirme aussi que la pratique du vote familial est observée depuis le début des années 1990 dans les pays d'Europe centrale et orientale nouvellement démocratisés. (Vote familial et par procuration en Macédoine. Réseau ACE.)

Dans les campagnes, les chefs de village (il peut s'agir soit de l'un des anciens, soit d'un conseil composé des hommes chefs de famille) choisissent souvent un candidat et toute la famille, clan ou village doit se plier à ce choix. Ce phénomène est exacerbé dans les régions marquées par une longue histoire de conflits violents entre groupes ethniques ou religieux. Tant que les membres de la communauté se sentiront "menacés", ils resteront sous pression pour faire corps sur le plan électoral. Il ne suffit pas de garantir le secret du vote pour éliminer ces pressions sociales. La lutte contre l'analphabétisme des jeunes femmes est une mesure efficace pour atténuer ce phénomène et les rendre autonomes lors du vote.

2. SOLUTIONS ET PROGRAMMES

Pour une personne analphabète, il est non seulement difficile de voter, mais aussi de s'intéresser aux enjeux du vote, de comprendre les processus sous-jacents et d'avoir confiance dans l'intégrité du système politique. Lorsque les citoyens connaissent mal le processus électoral et ne sont pas en mesure de s'y familiariser, le niveau de participation restera faible; en outre, le nombre de bulletins nuls sera élevé et la confiance dans l'intégrité des élections et la légitimité des résultats sera bien amoindrie. Cette méfiance vis-à-vis des élections aura plus de chances de se propager si le personnel électoral ou les candidats en lice n'ont pas tenu leurs promesses.

Les efforts visant à résoudre les effets négatifs de l'analphabétisme sur la participation des jeunes femmes à la vie politique peuvent prendre deux formes. Dans la première, les programmes d'éducation civique peuvent aider les hommes et les femmes analphabètes à devenir politiquement actifs. Dans la seconde, qui en l'occurrence s'attaque au fond du problème, le fait de fournir aux jeunes femmes un accès adéquat à l'éducation va réduire de façon radicale, voire éliminer, la prévalence de l'analphabétisme parmi l'électorat féminin, lequel reste (en partie) marginalisé par manque de connaissances de base. Dans l'idéal, les pays où cette situation existe devraient mettre en œuvre une combinaison de ces deux stratégies pour accroître le niveau de participation des jeunes femmes à la vie politique, tant celles de cette génération que celles des générations à venir.

Éducation civique des électeurs

L'éducation civique est définie comme suit:

“Il s'agit du processus permettant d'apprendre aux citoyens à s'inscrire dans les listes électorales et à voter, de leur inculquer le sens du devoir civique afin de les inciter à prendre part aux élections et de leur apprendre à respecter le résultat d'élections légitimes”. Jennings, K. Education for Participation. NDI. p.4 1999)

A défaut de principes électoraux reposant sur des bases solides, la gestion des opérations électorales peut, au mieux, être inefficace, ou, au pire, être manipulée par des forces politiques partisans ou corrompues, minant ainsi la confiance des électeurs dans le processus électoral. Un nombre croissant d'organisations œuvrant au renforcement de la démocratie aident les personnes non éduquées, et notamment les jeunes femmes, à connaître leurs droits civiques.

Pour Barbara Hutton, il est essentiel d'apprendre aux personnes non éduquées à utiliser un bulletin de vote. Cet apprentissage concerne tout le matériel nécessaire pour voter: bulletin de vote, enveloppes, crayons, isoloir, etc. Il est important d'indiquer, au cours de cette formation, qu'il ne s'agit pas d'une campagne en faveur d'un candidat. Son seul but est de donner des exemples aux électeurs non éduqués.

“La plupart des personnes non éduquées ne savent pas qu'il existe des organisations qui apprennent aux adultes à lire et à écrire”. (Hutton, B. Voter Education Manual for Community Educators. NDI, p.6 1993)

Le recours à la téléphonie mobile est sans doute l'un des meilleurs moyens d'intéresser les jeunes à la politique. Des messages vocaux peuvent être envoyés en langue locale pour donner à la population des informations sur des élections ou sur un candidat. Même des personnes peu éduquées sont en mesure de lire ou d'envoyer des messages textuels (SMS) pour parler de l'élection. A défaut d'accès à internet (facebook ou twitter), le téléphone mobile est considéré, dans certaines régions du monde, notamment dans les zones rurales d'Afrique, comme un moyen de donner une voix à tout un chacun sur tout le continent. Le téléphone mobile permet aux membres de communautés isolées d'avoir prise sur des questions qui concernent directement leur vie; ceci est particulièrement vrai pour les jeunes, qui utilisent les SMS pour communiquer entre eux.

En donnant une voix aux communautés rurales, la téléphonie mobile transforme rapidement le visage de la démocratie. AfricaNews a été le premier à lancer les reportages mobiles en Afrique en tant qu'outil donnant la parole à tout le monde sur le continent. Au Kenya, par exemple, au cours des dernières élections législatives, des sujets tels que la corruption, les femmes dans la politique électorale et le rôle de la jeunesse dans la politique ont fait l'objet de vifs débats par SMS. Ce n'est pas seulement un bon moyen d'intéresser les jeunes, il permet aussi d'atteindre un public plus large. Les communautés rurales, en particulier, sont désireuses de fournir des informations sur les candidats. Le téléphone mobile et la radio sont des éléments indispensables de ce travail en réseau et sont devenus un facteur clé de la participation des citoyens aux élections et à la prise de décisions (Ennos, B, Avis d'expert 2009).

D'après Keith Jennings, l'éducation civique et la défense des valeurs démocratiques par des moyens "non traditionnels" doit aussi passer par une révision des manuels scolaires, par l'élection démocratique des représentants des étudiants, par la promotion de la démocratie interne des partis politiques et par la tenue d'élections syndicales en tant que de besoin. Selon la composition de la population et la situation du moment, il se peut que les commissions électorales doivent aller encore plus loin: par exemple, dans les États pluriethniques ou multinationaux, la commission électorale peut axer son programme de travail sur une éducation de l'électorat de type participatif et un plan de communication de terrain destiné à garantir la participation pleine et entière des principales parties prenantes.

Le manque de mobilisation des électeurs, surtout celui des jeunes, est l'un des principaux défis des pays en transition ou en développement. A cet égard, l'image de la Commission électorale est directement liée à ses méthodes de travail et à son mode de procéder. Si elle

travaille de manière ouverte et transparente, la commission peut profiter du processus électoral pour instaurer chez les citoyens une plus grande confiance institutionnelle dans son travail et dans le système électoral en général. En revanche, elle peut être la principale responsable d'une perte de confiance des citoyens dans tout processus démocratique si, par exemple, les membres de la commission ne cessent de se disputer en public, si la commission refuse de transmettre des informations aux principales parties prenantes, ou encore si la commission est placée sous la coupe de l'exécutif au point qu'elle a perdu toute crédibilité avant même d'avoir entamé son travail.

Pour être pleinement efficace avec les personnes ayant un faible niveau d'éducation, il est important de commencer les activités d'éducation civique bien avant que ce qu'indiquent les études et l'expérience acquise à ce jour. Les gouvernements doivent attribuer suffisamment de ressources, financières et humaines, aux commissions électorales afin qu'elles puissent correctement mener leurs activités d'éducation civique à l'échelon national. En outre, les commissions électorales doivent accorder, notamment dans les campagnes, une attention plus soutenue à leur stratégie de communication avec la population locale et à une bonne utilisation des médias, tant imprimés qu'électroniques, en vue de toucher la jeunesse.

Éducation pour tous

Outre ces initiatives d'éducation électorale et civique, la lutte directe contre l'analphabétisme reste l'un des meilleurs moyens d'amener davantage de jeunes femmes vers la politique. Comme le montrent les chiffres présentés plus haut, le taux d'alphabétisation des filles est inférieur à celui des garçons, mais la tendance semble être à une meilleure parité entre les sexes. Concernant "l'éducation pour tous", les Objectifs du millénaire pour le développement sont un excellent cadre de référence. S'il est vrai que l'on est encore loin des buts fixés et que le délai de 2015 s'approche à grand pas, cette initiative a placé l'éducation en tête des priorités de développement et donne déjà des résultats prometteurs. Toutefois, n'oublions pas que l'éducation primaire ne suffit pas pour inciter les jeunes femmes à entrer dans la vie politique. Elles doivent pouvoir rester plus longtemps à l'école, y acquérir plus de connaissances et d'expérience et doivent être acceptées dans la sphère publique. Garantir l'éducation primaire pour toutes les filles est une nécessité, mais ce n'est qu'un premier pas.

En bref, la meilleure façon de favoriser activement la participation des jeunes femmes à la vie politique est de combiner les programmes d'éducation des électeurs avec la scolarité.

Les études de cas ci-dessous présentent une série de programmes et d'activités ayant vocation à sensibiliser les femmes à la vie politique et à promouvoir leur participation et donnent des pistes sur la manière d'y parvenir.

Mali

En 1991, lorsque le Mali a accédé à la démocratie, il était difficile d'expliquer leurs nouveaux droits à des citoyens qui, pour beaucoup, manquaient d'éducation. Les partis politiques de l'époque ont demandé à un célèbre acteur malien de tourner des annonces publicitaires pour la radio et la télévision (Processus Electoral du Mali, PNUD Mali. p11. 2002). Une émission de TV et de radio appelée "éclat de rires" enseignait aux gens leurs droits et responsabilités civiques sur un ton plus léger et accessible. Des chanteurs célèbres ont participé au processus de

L'importance des réseaux

"La coopération en réseau est très importante. Elle est essentielle à l'émancipation des femmes. Je l'ai utilisé pour obtenir des conseils de différentes sources quand j'ai eu besoin de résoudre des problèmes. Quand je constate un problème dans ma circonscription, je peux contacter mes collègues pour leur demande conseil. Ils me disent comment ils ont traité des problèmes semblables. Pour que la coopération en réseau fonctionne, nous devons nous entraider, notamment parce que l'émancipation des femmes est un problème nouveau dans le monde, en particulier en Afrique. J'ai besoin de mes collègues d'autres pays pour surveiller mes arrières, tandis que je surveille mes avants. Et je ferai de même pour elles. C'est cela que j'appelle coopérer en réseau, c'est cela que j'appelle avoir du cœur."

Extrait de l'entrevue d'iKNOW Politics avec Alomiza Ennos-Barr, parlementaire libérienne et présidente du groupe parlementaire des femmes

formation avec des chansons sur le multipartisme, la démocratie et la liberté. Aujourd'hui, l'émission de TV "A nous la citoyenneté" cherche à enseigner à la jeunesse les processus électoraux. On y montre un exemple de bulletin de vote avec la photo des candidats et le logo des partis, pour que les électeurs puissent se familiariser avec le bulletin de vote et n'aient pas outre mesure besoin d'aide dans l'isoloir.

L'UNICEF et les programmes ciblant les écoliers

Pour mieux comprendre les mécanismes électoraux et pour favoriser une participation accrue des jeunes femmes à la vie politique, il est important de commencer l'enseignement des droits civiques dès le plus jeune âge, à l'école. Dans les pays en développement, les pouvoirs publics et les organisations de la société civile travaillent main dans la main pour impartir une éducation élémentaire à tous les enfants et pour doter tous les écoliers et étudiants des connaissances de base leur permettant de fonctionner en tant que citoyens compétents et productifs dans une société libre. Comme l'indiquent les stratégies de

l'UNICEF pour l'éducation des filles, l'école doit être adaptée aux enfants (Stratégies pour l'éducation des filles, UNICEF).

Une école adaptée aux enfants:

- Tient compte des besoins des filles comme des garçons
- Protège les enfants; il n'y a pas de châtiments corporels, ni travail des enfants, ni harcèlement physique, sexuel ou psychologique
- Fait en sorte que tous les enfants s'instruisent, en évitant les sermons
- Permet à tous, enfants, familles et communautés, de participer; elle est particulièrement sensible aux problèmes des enfants les plus vulnérables et s'efforce de les protéger
- Offre un environnement sain; elle est approvisionnée en eau salubre et possède un assainissement adéquat, avec des toilettes séparées pour les filles
- Enseigne aux enfants les aptitudes à la vie quotidienne et les informe sur le VIH/SIDA
- Fait participer les enfants à un apprentissage actif
- Renforce l'estime de soi et la confiance en soi chez les enfants, sans préjugé de la part des enseignants et des parents

Stratégies pour l'éducation des filles, UNICEF, 2004, p 10

Malawi

Lancée en 1999, l'Initiative nationale pour l'éducation civique (NICE) a pour objectif d'enraciner les valeurs démocratiques fondamentales dans la société via l'éducation civique. Selon l'énoncé de sa mission, "cette initiative a ceci d'unique que, contrairement à d'autres projets d'éducation civique en Afrique, elle est déployée dans tout le pays, dans tous ses districts et tous ses villages"¹. L'une des réalisations les plus originales de l'initiative NICE est la création de bibliothèques rurales, qui permettent aux habitants des campagnes d'avoir accès aux informations. Elles sont actuellement près de 80. Au début, il n'y avait pas de place pour ces bibliothèques; puis, lentement mais sûrement, les collectivités ont créé leurs propres structures. Ils sont nombreux à venir chaque jour: des enseignants, de simples habitants, des femmes et aussi des étudiants, qui n'en ont pas dans leur établissement. Les bibliothèques rurales permettent aussi aux gens de se rassembler pour discuter de la place des initiatives publiques dans leur vie quotidienne.

¹

<http://www.nicemw.org/>

Outre le projet des bibliothèques, le projet NICE joue également un rôle important dans l'optique des élections. NICE, qui avait déjà contribué au fort taux de participation enregistré lors du scrutin de 1999, œuvre pour garantir que tous les citoyens puissent participer à des élections libres et équitables. "NICE réalise et distribue du matériel d'éducation civique et nous analysons les programmes des différents partis pour que les électeurs puissent faire des choix informés", précise M. John Tabwali, éducateur para-civique. A ses débuts, NICE a rencontré des difficultés et des défis, mais il s'agit désormais d'une organisation bien établie qui poursuit ses efforts d'éducation civique. Elle a créé, entre autres, un programme de stages très populaire et une structure de bénévolat, ainsi que plusieurs programmes de formation à l'intention des jeunes dans les domaines de l'exercice des responsabilités, de l'éducation civique et de la gestion démocratique des affaires publiques.

Afghanistan

D'après Stephanie Lynn, experte d'iKNOW Politics, les Ministères afghans de l'éducation et de l'éducation supérieure (des ministères séparés en Afghanistan) sont les mieux placés pour faire en sorte que les personnes analphabètes reçoivent une éducation civique. Toutefois, le Ministère de l'éducation n'a pas inclus les élections dans les programmes scolaires. Le Ministère de la Femme, qui a des antennes dans toutes les provinces, pourrait utilement servir de relais auprès des femmes concernant les élections et la participation à la vie politique. En Afghanistan, la Commission électorale indépendante est dotée d'un Centre d'éducation civique (financé par l'IFES), qui cible plus particulièrement les étudiants et les jeunes, donne des informations de base sur le système électoral. C'est un moyen de s'attaquer à ces problèmes, mais son efficacité dépend de la disponibilité des ressources (humaines et financières).

L'un des rôles principaux de la Commission électorale indépendante (CEI) est de mener des activités de vulgarisation et d'éducation civique sur les élections. Elle s'efforce de garantir une parité entre hommes et femmes lors du recrutement des éducateurs civiques. Ce qui est malheureusement très difficile. Toutefois, les éducatrices civiques chargées du travail de vulgarisation passent par les mollahs et les anciens du village pour avoir accès aux femmes. C'est une première étape incontournable. Elles rencontrent les femmes en personne chez elles et dans les lieux publics auxquels elles ont accès, tels que les dispensaires et les écoles. Leurs collègues masculins se chargent de rencontrer les hommes. Ils peuvent inciter les hommes à ramener à la maison des informations qui serviront à l'éducation des femmes.

Les mollahs, quant à eux, reçoivent des informations qu'ils peuvent utiliser pendant le sermon du vendredi.

Par ailleurs, le département de vulgarisation publique de la CEI réalise des annonces publicitaires pour la radio et la TV. Elles sont certes moins efficaces lorsqu'il s'agit de fournir des informations approfondies sur les scrutins, mais si elles sont couplées à d'autres initiatives d'éducation civique menées par des ONG, elles permettent aux femmes de comprendre l'importance du rôle qu'elles jouent dans les élections. Il est donc essentiel de mettre en place le bon partenariat à l'échelon institutionnel et gouvernemental. De toute évidence, l'éducation civique est un aspect crucial de la sensibilisation aux élections. Les émissions de radio peuvent être, pour un public analphabète, le meilleur outil lorsqu'il n'est pas possible d'organiser des entretiens en personne. En Afghanistan, la radio a bien plus d'audience que la télévision. Les tables rondes sont souvent un moyen de fournir des informations sur le processus, les différents points de vue, le rôle des femmes, etc. Les stations de radio qui diffusent leur propre programmes de fiction insèrent les questions électorales et politiques dans leurs scénarios, technique qui a donné de très bons résultats.

CONCLUSION

Le taux d'analphabétisme n'explique pas à lui seul le faible niveau de participation des jeunes femmes à la vie politique, mais les initiatives d'éducation vont largement contribuer à les sensibiliser à la politique et les inciter à y prendre part. En outre, de nombreuses organisations mettent en place des actions d'éducation civique ciblant les personnes peu ou pas instruites afin de garantir l'indépendance, l'équité et le secret des élections. Il existe un vaste éventail de programmes, de démarches et de méthodes; le plus important est de trouver et mettre en œuvre ce qui a le plus de chances d'aboutir dans un contexte social, politique et culturel donné. Toutefois, la première chose à faire dans tous les pays est d'assurer l'éducation pour tous. Si les pouvoirs publics veulent réellement accroître l'engagement et la sensibilisation des jeunes filles et des jeunes femmes à la vie politique, ils doivent garantir l'égalité des chances pour les filles et les garçons dans l'accès à l'éducation et encourager la présence des jeunes femmes en tant que personnalités indépendantes dans la sphère publique.

Références:

Ballington, J. Political Parties and Recruitment of Young Women. International IDEA. 2003. <http://www.iknowpolitics.org/en/node/10580>

Ballington, J. Encouraging Women's Participation through Voter Education in One woman one vote: the gender politics of South African elections. EISA, 2002

Barr Ennos, extrait de l'entretien d'iKNOW Politics avec Alomiza Ennos-Barr, représentante libérienne et présidente du groupe législatif de femmes
<http://www.iknowpolitics.org/fr/node/9510>

Christian Peters-Berries, Sensibiliser les citoyens à la participation à la vie publique: Démocratie et éducation civique. Rapport sur le Malawi. **Le Courrier ACP-EU** n° 201 novembre-décembre 2003
http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/201_ACP_EU_fr.pdf

Coyne-McCoy, Kate. Avis d'expert: Involving Young Women in Politics. iKNOW Politics. 2009. <http://www.iknowpolitics.org/en/node/10587>

Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous. L'alphabétisation, un enjeu vital. Unesco. 2006 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001442/144270f.pdf>

Family and proxy voting in Macedonia. ACE Network
<http://aceproject.org/electoraladvice/archive/questions/replies/77098994>

Hutton, B. Voter Education Manual for community educators. National democratic Institut. 1993 http://www.ndi.org/files/188_za_votered.pdf

iKNOW Politics. Consolidated response on the Involvement of Young Women in politics. 2009 <http://iknowpolitics.org/node/10798>

iKNOW Politics. Réponse récapitulative sur la prévention du vote familial. 2009
<http://iknowpolitics.org/node/11719>

iKNOW Politics. Réponse récapitulative sur la participation politique des femmes dans les sociétés traditionnelles et conservatrices. 2009 <http://iknowpolitics.org/node/9679>

Jennings, K. Education for Participation. National Democratic Institut. 1999
<http://ndi.org/node/13472>

Kalafatoğlu, Tuğba. Avis d'expert: Involving Young Women in Politics
<http://www.iknowpolitics.org/en/node/10316>

Lynn, Stephanie J., Avis d'expert, National Democratic Institute for International Affairs, NDI

Merrick, J. A Whole generation of Women is Lost to Politics. The Independent 2009
<http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/a-whole-generation-of-women-is-lost-to-politics-1639762.html>

Niane, D. Education Civique. SAEC. 2005

PNUD Mali. Le Processus Electoral du Mali, consolider la démocratie. 2002

<http://www.ml.undp.org/linkdoc/Brelection/election2002.pdf>

Recofem. Etude sur la Participation des Femmes a la vie Publique au Mali, Contraintes, stratégies pour le changement souhaité. 2006.

Toyo, N. Avis d'expert: working with men and Women

http://www.iknowpolitics.org/files/consolidated%20Response_working%20with%20women%20in%20conflict%20countries_ENG.pdf

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, Stratégies pour l'éducation des filles, UNICEF, 2004, p10. http://www.unicef.org/french/publications/files/strategies_girl_ed.pdf

Rapport mondial sur la jeunesse. La situation des jeunes filles et des jeunes femmes. ONU. 2003 <http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/ch09.pdf>